

Hamid Karzaï annonce le report des élections afghanes

LEMONDE.FR | 28.03.04 | 10h54

Le processus est gêné par les difficultés à établir des listes d'électeurs, les menaces des talibans et l'insécurité qui a chassé la présence internationale de larges portions du territoire.

Le président Hamid Karzaï a annoncé, dimanche 28 mars, que les premières élections démocratiques jamais organisées en Afghanistan auraient lieu en septembre, avec trois mois de retard sur le calendrier initial.

"La commission électorale (de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan) m'a informé qu'ils peuvent organiser les élections présidentielle et législatives en même temps", a dit M.

Karzaï à la presse. Il a précisé qu'elles auraient lieu début septembre.

Selon les accords de paix de Bonn signés fin 2001, après le renversement du régime des talibans, les élections devaient avoir lieu en juin 2004. Mais le processus est gêné par les difficultés à établir des listes d'électeurs, les menaces des talibans et l'insécurité qui a chassé la présence internationale de larges portions du territoire, dans le sud et le sud-ouest de l'Afghanistan.

Le président Karzaï avait déjà fait part d'un report du scrutin au cours d'une réunion mercredi à Kaboul avec un groupe d'ambassadeurs. Mais il lui restait à confirmer l'information publiquement avant la conférence de Berlin, qui réunira à partir du 31 mars une soixantaine de pays et organisations internationales, bailleurs de fonds de l'Afghanistan. Le président a ajouté qu'il aurait été possible d'organiser la présidentielle en été, mais pas les législatives.

M. Karzaï a reconnu que l'Afghanistan continuait de connaître des troubles, comme les combats entre factions de la semaine dernière à Herat, où le ministre de l'aviation Mirwais Sadiq a été tué. Mais, a-t-il ajouté, *"heureusement, il y a aussi des succès"* et des progrès ont pu être faits en vue de l'organisation du scrutin.

UNE GAGEURE

Les principaux obstacles à l'organisation de ces élections sont l'enregistrement d'environ 10 millions d'électeurs d'ici à l'été et l'insécurité, conséquence du regain d'activités des talibans dans toute la ceinture pachtoune du pays. L'absence de loi électorale, le flou sur les circonscriptions, l'influence des chefs de guerre et commandants surarmés - et donc susceptibles d'intimider les électeurs - dans les provinces ou encore l'inexistence de partis politiques crédibles et démocratiques posent également des problèmes, en particulier pour le scrutin parlementaire.

Des observateurs ont aussi douté de la légitimité du scrutin si les femmes étaient soumises à des pressions de leur famille.

Seuls 1 570 000 Afghans se sont jusqu'à présent enregistrés sur les listes électorales, dont 445 000 femmes, soit 28 % des inscrits, selon les derniers chiffres de l'ONU. L'inscription des électeurs, en nombre suffisant, avec une répartition équilibrée par sexe et par région, ainsi que l'organisation des élections elles mêmes apparaissent comme une véritable gageure. Seuls deux candidats ont jusqu'à présent annoncé leur volonté de participer à la présidentielle : un leader moudjahidine de la communauté hazara, Hadji Mohammad Mohaqiq, et le président Karzaï.

M. Karzaï, qui part lundi pour la conférence de Berlin, a souligné qu'y il insisterait sur les questions de sécurité. *"En particulier, je mettrai l'accent sur la sécurité des Afghans pour qu'ils puissent voter librement et faire leur choix pendant ces élections"*, a-t-il dit.